sous demain même le canal de la Baie Georgienne. Ne cessons la construction des chemins de fer que lorsque nous aurons réussi à accaparer le commerce de ce demi-continent nord-américain. Les députés de l'Ontario et de Québec, quand ils discutent le problème du transport de ce continent, ne s'imaginent pas, j'espère, que tout commence à Collingwood, d'un côté, et finit à Québec et l'autre. Je les prierai de se rappeler que lorsque Dieu créa les ports de ces pays, il a aussi fait les ports d'Halifax et de Saint-Jean, et force nous est bien de reconnaître, messieurs, que nous avons mission de légiférer ici pour le Canada dans tout son ensemble. Je voterais aussi volontiers des crédits pour la Colombie Anglaise ou pour l'Ontario que je le ferais pour la construction d'un chemin de fer dans le comté où je demeure. Autrement, je serais indigne du mandat que je détiens ici. Quand j'entends des orateurs parler de limiter le système du transport à Collingwood d'une part et à Québec de l'autre, je pense dans mon for intérieur que c'est de la puérilité, indigne de ce parlement. De concert avec mes collègues des provinces maritimes, je veux faire surgir ici un débat qui fera comprendre à certains députés que le véritable système de transport de ce continent doit avoir son terminus à Halifax, et il est inutile de venir nous parler ici de ces petits ports d'eau douce, à titre de terminus de ce système. Marins d'eau douce, vous ignorez le premier mot du système de transport. Si quelque député peut me prouver que cet amendement tend à empêcher la compagnie de trouver des capitaux pour son chemin de fer alors je voterai son projet. Je veux que ce chemin de fer se construise, et peu importe qu'il existe, oui ou non, cinquante lignes parallèles à celle-ci. Tentons au moins l'épreuve.

Le sous-amendement de M. Hughes (Victoria-nord) est rejeté.

L'amendement de M. Clarke est repoussé.

Le comité rend compte de ses délibérations sur le bill.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DE GUELPH.

Sur l'appel de l'ordre du jour :

Que la Chambre se forme en comité pour délibérer sur le bill (n° 23) relativement à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Guelph.—M. Guthrie.

Le MINISTRE DES CHEMINS DE FER ET CANAUX (Honorable A. G. Blair): Il a été convenu, l'autre soir, que ce bill serait renvoyé au comité. Je propose :

Que l'ordre soit rescindé et que le bill (n° 23) relatif à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Guelph soit renvoyé au comité des chemins de fer et canaux, pour plus ample délibération.

La motion est adoptée.

M. GOURLEY.

DELIBERATION EN SEANCE DU COMITÉ.

TROISIEME LECTURE.

Bill (n° 60) tendant à constituer en corporation la Compagnie d'assurance sur la vie, l'Empire-Uni.—(M. Birkett).

Bill (n° 14) tendant à constituer en corporation la Compagnie d'assurance sur la vie, The Century.—(M. Monk).

DEUXIEME LECTURE.

Bill (n° 75) relatif à la Compagnie canadienne du chemin de fer du Nord.—(M. McCreary).

Bill (n° 79) concernant la Compagnie du chemin de fer de Lindsay, Bobcaygeon et Pentypool.—(M. Vrooman).

Bill (n° 80) constituant en corporation la Compagnie du pont de la rivière Sainte-Marie.—(M. Dymont).

Bill (n° 82) concernant la Compagnie Rathbun.—(M. Britton).

Bill (n° 83) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Central de Kootenay.—(M. Galliher).

Bill (n° 84) concernant la Compagnie de chemin de fer et de houille d'Alberta.—(M. Oliver).

INTERPELLATIONS.

PORT D'ALBERTON, I.P.-E.

M. HACKETT :

1. Qui a autorisé l'enlèvement de pierres à grands frais dans le parapet à Sandy Island, port d'Alberton ?

2. A qui cette pierre a-t-elle été vendue ?

3. Quel en a été le prix de vente ?

4. A qui l'argent a-t-il été payé ?

Le MINISTRE DE LA MARINE ET DES PECHERIES (sir Louis Davies) :

1. Il n'a pas été donné de semblable autorisation, et ces pierres n'ont pas été enlevées.

2. Il n'a pas été vendu de pierres enlevées du parapet à Sandy Island, dans le port d'Alberton.

La réponse à la troisième et à la quatrième questions se trouve dans les précédentes. L'honorable député confond peut-être le parapet de Sandy Island avec les fondations du phare.

L'IMPRESSION DE LA TRADUCTION DES DEBATS.

M. ETHIER—par M. Marcil, Bonaventure—demande :

Le gouvernement sait-il que, depuis le commencement de la présente session, les traducteurs des Débats ont, chaque jour, régulièrement traduit en anglais tout le français, et en français tout l'anglais par eux reçu à cette fin, de l'Imprimerie Nationale, bien que la matière à